



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

12/02/2026

Les bien-pensants de l'impérialisme occidental et la Palestine

La petite-bourgeoisie de gauche en France

Muzna Shihabi est une franco-palestinienne qui a vécu en Cisjordanie, a participé aux groupes de travail consécutifs à la reddition d'Oslo, aux côtés de Yasser Arafat, où elle a vite compris que les sionistes n'avaient rien à négocier, sauf la soumission totale des Palestiniens à leur système colonial.

Aujourd'hui elle vit en France exerçant des fonctions de responsable développement en communication au sein du Centre arabe de recherches et d'études politiques à Paris (CAREP). Cette femme des couches moyennes élevées, connaît bien la gauche petite-bourgeoise française.

Dans un texte publié récemment par le *medium Blast*, elle évoque cette gauche bien-pensante et son rapport à la Palestine. Elle commence ainsi : « *Je les ai connus de l'intérieur. J'ai vécu longtemps dans cet entourage français progressiste, cultivé, bien intentionné. Des appartements calmes, baignés de lumière, dont les murs disparaissent derrière des bibliothèques pleines. Des livres partout. Des essais sur la justice sociale, le féminisme, l'écologie, la mémoire des crimes européens. En entrant, on se dit que le monde, ici, est pris au sérieux. Ils parlent doucement. Ils choisissent leurs mots. Ils prennent le temps. Ils défendent les animaux avec une ferveur réelle. [...] Puis il y a la Palestine. Elle n'entre jamais franchement dans la pièce. Elle arrive par accident. Ou à cause de ma présence. Elle dérange l'équilibre.* ».

Plus loin, sa plume acerbe caractérise fort justement ces gens qui se croient le nombril du monde progressiste alors qu'ils n'en font pas partie : « *Ils disent qu'il ne faut pas rester prisonnière de la colère. Ils le disent avec douceur, avec cette certitude tranquille de ceux qui n'ont jamais vu leur histoire niée jour après jour. [...] Ils s'indignent du sort des femmes de ménage dans le monde arabe. Ils décrivent, avec gravité, des scènes qu'ils n'ont jamais vues. [...] Ils disent croire au "dialogue israélo-palestinien". Ils disent que le problème vient des extrémistes des deux côtés. Ils disent que la violence est symétrique. Ils disent que la paix viendra quand on apprendra à se connaître. Ils disent beaucoup. Ils n'ont manifestement jamais ouvert un chapitre entier de l'histoire coloniale. Ou ils l'ont refermé avant la fin. Ils adorent expliquer aux Palestiniens qu'il faut dialoguer avec ceux qui les dominent.* ».

Il est enfin intéressant de lire le verdict sans appel prononcé par Muzna Shihabi à propos de cette petite-bourgeoisie idéologique qu'elle connaît bien pour en avoir été membre : « *En refusant de nommer la réalité coloniale, en psychologisant la colère des damnés de la terre occupée, en criminalisant la solidarité, une partie du progressisme français abdique toute capacité à comprendre le monde contemporain. Elle se condamne à commenter les conséquences sans jamais interroger les causes ou les structures qui règnent. A force de parler de complexité, elle devient incapable de clarté. A force de neutralité, elle se rend complice de l'ordre existant.* ».

Ce constat juste ne touche pas seulement les cercles intellectuels, mais quasiment l'ensemble de la gauche française, sous des formes et des expressions diverses, du « c'est triste, mais c'est complexe » à la « solution à deux États ». Le refus d'une lecture coloniale est général, y compris chez une bonne partie des militants de LFI ou du PCF se proclamant défenseurs de la Palestine et qui le croient peut-être.

La CGT et la Palestine : un vide sidéral

A cet égard, le plus significatif est peut-être ce qui se passe à la CGT. Depuis deux ans, la grande majorité du syndicat censé rassembler, en France, les tenants de la lutte des classes est absente des luttes de solidarité avec la libération de la Palestine, à commencer par sa direction confédérale. La ligne tenue, celle de la « *Paix juste et*

durable entre Palestiniens et Israéliens » est insupportable pour n'importe quel anticolonialiste et au moins aberrante pour n'importe quel connaisseur de la situation réelle. Il n'est pas rare, au sein même de la CGT d'entendre qu'on ne peut pas seulement dire que la paix ne doit pas être imposée par le colonisateur, mais qu'il faut ajouter, ni par une organisation islamiste ; comme si la Résistance ou une partie avait aujourd'hui les moyens d'imposer la paix. Concrètement, ce genre d'expression met sur le même plan oppression coloniale et résistance anticoloniale. D'autres expressions peuvent être entendues comme *« Ne faisons pas de politique »* ou *« La Palestine, c'est loin, nous n'y pouvons rien »* ou *« Ce n'est pas le rôle de la CGT de parler de ces questions »*. Cela permet de réaliser où en est la compréhension des enjeux politiques de lutte des classes dans la « CGT profonde ». Le pire c'est que cela reste du discours, car c'est souvent au nom du choix primordial de la lutte en France, dans nos entreprises, qu'on écarte la question coloniale. Quelle lutte d'ampleur mène aujourd'hui la CGT dans nos entreprises ? Quelle coordination des luttes organise-t-elle ? Poser la question, c'est y répondre.

Quant à la direction confédérale, celle-ci donne le ton. Refuser de nommer les choses par ce qu'elles sont, d'utiliser les termes « entité sioniste » ou « l'occupation » qui sont ceux-là mêmes que les Palestiniens emploient relève du mépris colonial. Comme les anciens amis de Muzna Shihabi, les dirigeants confédéraux de la CGT savent mieux que les Palestiniens ce qu'ils doivent faire. Le complexe de supériorité de l'impérialisme occidental, tout droit issu de Voltaire, Montesquieu et les « Droits de l'Homme » de la Bourgeoisie française !

Le dernier exemple en date de cette volonté de ne pas parler de la question coloniale en Palestine est le fameux meeting contre la répression antisyndicale, tenu dans les locaux de la CGT le 4 février dernier. Nous l'avons déjà écrit, le choix, dans l'appel au meeting, fut d'en écarter la dénonciation de la répression contre les soutiens de la libération nationale de la Palestine, bien que des militants de la CGT figurassent parmi les victimes. Mais la lecture du discours de Sophie Binet au meeting franchit un pas dans la collaboration de classe. Elle y dit que la CGT n'est pas seule concernée par la répression d'État. Mais qui sont les autres ?

D'abord les « journalistes ». On peut lire dans son intervention : *« L'extrême droite a créé une commission d'enquête sur l'audiovisuel public pour le salir et préparer sa disparition. Dans le même temps, les médias n'ont jamais été aussi concentrés entre les mains de quelques milliardaires. »*. On en conclut que, dans l'esprit de la secrétaire-générale de la CGT, lutter contre les capitalistes qui contrôlent directement des media, c'est défendre le « service public » qu'ils contrôlent indirectement, via l'État, car ils sont la classe dominante, une notion qu'elle a visiblement du mal à comprendre. Toute critique de ce service public serait donc exclue, au prétexte de « l'extrême-droite » alors que France-Info est le pire relais du pouvoir, du Capital, défendant Epstein, ou utilisant les mêmes arguments racistes que CNews !

Ensuite les juges : *« Le droit actuel est le reflet du rapport de force, c'est encore trop souvent un droit de classe et patriarcal, mais pour le capital, pour les libertariens, c'est déjà trop ! Ils s'attaquent désormais à la grande conquête de la Révolution française : la fin de l'arbitraire. Ils se battent contre la justice pour imposer la loi du plus fort, ou plutôt du plus riche. »*. Les juges comme remparts de la « démocratie » ; les mêmes juges condamnant Le Pen mais pas Koehler ; les mêmes juges qui, régulièrement, condamnent des partisans de la libération de la Palestine, comme Jean-Paul Delescaut, Timothée Esprit, militants de la CGT. Le droit n'est pas « trop souvent » un droit de classe et patriarcal. Il l'est toujours, depuis l'existence du capitalisme et tant qu'il existera.

Dans cette liste des gentils agressés, il n'y aura pas Amira Zaïter de Nice, ni Alex de la Campagne Unitaire de Libération de Georges Abdallah, ni Yamine, de Vénissieux, ni Omar Alsoumi, porte-parole d'Urgences Palestine, ni Blanche Gardin, privée de boulot pour avoir dénoncé le détournement de l'antisémitisme pour défendre le sionisme, ni les camarades Jean-Paul et Timothée ; bref, il n'y a pas la Palestine. Nul doute, c'est un choix délibéré. Un choix de mettre en avant des petits-bourgeois parés de vertus comme défenseurs du bien et d'en écarter les prolétaires menant le vrai combat de classe. Car lutter pour la Palestine libre, c'est mener le combat de classe ; alors que défendre journalistes et juges, qui ne sont que des rouages du système, c'est le justifier et le défendre aussi.

A la fin de son texte, Muzna Shihabi écrit : *« La Palestine ne demande pas de compassion. Elle exige une position. Et c'est précisément ce que beaucoup refusent encore d'assumer. »*. En vérité, beaucoup de ces gens, y compris la direction de la CGT, assument parfaitement leur soutien à l'ordre établi ; c'est pourquoi ils « oublient » la Palestine, et assument cet oubli.

A propos des ONG et du droit international

Le directeur de l'ONG Human Rights Watch (HRW) pour Israël et la Palestine, Omar Shakir, a démissionné en janvier, presque dix ans au sein de l'organisation, en signe de protestation contre la décision de la direction de suspendre la publication d'un rapport qualifiant de crime contre l'humanité la campagne menée par l'État colonial sioniste depuis des décennies pour priver les Palestiniens de leur droit au retour dans leurs foyers et sur leurs terres. Ce rapport de 43 pages a suivi l'ensemble du processus d'examen interne de Human Rights Watch, incluant des évaluations menées pendant sept mois par les divisions chargées des réfugiés, de la justice

internationale, des droits des femmes et des enfants, et par l'équipe juridique. Une fois ce processus achevé, le nouveau directeur exécutif, Philippe Boloïon, a suspendu la publication du rapport environ deux semaines avant sa date de parution prévue, le 4 décembre. Shakir a été informé de cette décision par téléphone.

Le rapport cite des entretiens avec 53 réfugiés palestiniens, s'appuie sur un travail de terrain mené dans des camps de réfugiés en Jordanie, en Syrie et au Liban, établit un lien entre les expulsions de 1948 et la situation actuelle, notamment avec le démantèlement des camps de Gaza et de Cisjordanie au cours des deux dernières années. Shakir espérait que le rapport ouvrirait « *la voie à la justice pour les réfugiés palestiniens* ». La décision de Boloïon faisait suite aux inquiétudes exprimées par un haut responsable de HRW quant à la publication du rapport. Dans son courriel de démission, Shakir a indiqué qu'un cadre supérieur lui avait confié que cela serait perçu comme un appel à « *éradiquer démographiquement le caractère juif de l'État d'Israël* ». Interrogé par le *medium Drop site*, Shakir a déclaré : « *J'ai consacré toute mon énergie à ce travail pendant dix ans. Je l'ai défendu dans des circonstances extrêmement difficiles [...] J'ai perdu confiance en la fidélité de notre direction à nos principes fondamentaux et à l'intégrité de notre travail, du moins dans le contexte israélo-palestinien [...] Les réfugiés que j'ai interviewés méritent de savoir pourquoi leurs histoires ne sont pas racontées.* ». Milena Ansari, assistante de recherche palestinienne et seule autre membre de l'équipe Israël-Palestine de HRW, a également démissionné.

En réponse à une demande de renseignements de *Drop Site*, HRW a déclaré par écrit : « *Le rapport en question soulevait des questions complexes et importantes. Lors de notre examen, nous avons conclu que certains aspects de la recherche et les fondements factuels de nos conclusions juridiques devaient être renforcés afin de répondre aux exigences élevées de Human Rights Watch. C'est pourquoi la publication du rapport a été suspendue en attendant des analyses et des recherches complémentaires. Ce processus est en cours.* ».

Parmi les opposants au rapport figurait Bill Frelick, directeur de la division Réfugiés et Migrants. Les donateurs, les journalistes et les personnalités externes avaient déjà été informés de la publication prévue du rapport le 4 décembre. Le département de Frelick avait validé le rapport dans le cadre du processus d'examen officiel. Mais le 25 novembre, Frelick a outrepassé ce processus faisant part de ses préoccupations directement à Boloïon par courriel. Dans ce courriel, il soulignait des « *problèmes juridiques et stratégiques importants* ». « *Pour être clair, je ne conteste pas notre position selon laquelle le droit au retour est bel et bien un droit humain et que le déni de ce droit constitue une violation des droits humains* », a écrit Frelick à Boloïon. D'après son équipe, ce courriel est à l'origine de la série d'événements qui ont conduit à la mise de côté du rapport. « *Je ne pense toutefois pas que nous ayons de solides arguments pour affirmer que le déni de ce droit constitue un crime contre l'humanité* ». Frelick a également écrit : « *Je m'interroge aussi sur la pertinence stratégique pour HRW de plaider, en 2025, pour que les réfugiés palestiniens et leurs descendants puissent récupérer leurs foyers situés dans l'Israël actuel, perdus en 1948* ».

Enfin, dans la suite du courriel, le fond, caché derrière des précautions surgit à la surface :

« *Conformément à l'exigence de causer "intentionnellement" de grandes souffrances, l'intention d'Israël en refusant le retour est-elle de causer de grandes souffrances ou est-elle plutôt motivée par des préoccupations de sécurité nationale, une ingénierie démographique ou d'autres motivations, et, par conséquent, toute souffrance causée serait accessoire ou consécutive à ces objectifs, mais non à leur intention première ? [...] La souffrance (et les revendications) des descendants des réfugiés qui ont perdu leurs foyers en 1948 s'atténuent-elles avec le temps ? Comment HRW évalue-t-elle si les descendants des réfugiés de 1948 ont maintenu des liens qui rendent leurs revendications recevables ? La possession d'une autre nationalité a-t-elle une incidence sur ces revendications ? Ces revendications sont-elles propres aux descendants des réfugiés palestiniens ou s'appliquent-elles aux descendants de tous les réfugiés, de tous les lieux et de toutes les époques ? ».*

Environ 200 membres du personnel ont signé une lettre distincte, certains anonymement, afin de protester contre la décision prise le 1^{er} décembre. Le 20 janvier, cinq jours après les démissions de Shakir et Ansari, la division MENA, où travaillait Shakir, a organisé une réunion générale pour discuter de la décision. Plus de 300 personnes y ont participé, exprimant leur colère face au contournement de la procédure habituelle par la direction. On peut comprendre que ces gens-là s'émouvent, mais pour nous, la conclusion issue des écrits de Frelick est claire : la « sympathique » ONG HRW veut qu'on en finisse avec le droit au retour des réfugiés palestiniens. Étonnant peut-être pour certains, mais pas pour nous. Les soi-disant ONG sont en réalité des officines souvent financées par les États impérialistes occidentaux (par le gouvernement US pour HRW), elles ne peuvent pas mordre la main qui les nourrit. Ces ONG soi-disant indépendantes, censées dire le droit sans crainte ni faveur, préfèrent différer, édulcorer, temporiser quand est question de la Palestine.

Il s'agit d'une preuve supplémentaire que les tenants du « respect du droit international » ne poursuivent que des chimères. Le droit international n'est que le droit de l'impérialisme dominant et nul doute, ses dirigeants n'ont pas manqué de la rappeler à ceux qui dirigent leur créature HRW !

En conclusion

Partout, contre la criminalisation de l'anticolonialisme, défendre la vérité et la libération nationale de la Palestine, on trouvera les militants du Parti Révolutionnaire Communistes. Les barricades n'ont que deux côtés, comme disait Elsa Triolet. C'est la libération nationale de la Palestine ou la soumission d'une manière ou d'une autre à l'ordre colonial.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, le combat de la Résistance palestinienne, qui affronte directement la pointe avancée de l'impérialisme occidental est vital pour les prolétaires de l'ensemble de la planète ; les Palestiniens sont un peuple acteur de sa propre histoire, en lutte contre le sionisme, l'impérialisme et la réaction, en faveur de sa libération nationale, un long combat dont nous devons reconnaître la centralité et le caractère stratégique pour notre propre émancipation.

L'État colonial sioniste tombera, c'est le sens de l'histoire ; et la Palestine sera libre de la mer au Jourdain !

[© Copyright](#)